

Turquie : mauvais prétextes

mardi 4 octobre 2005, par [Semih Vaner](#)

Libération - 03/10/2005

Semih Vaner directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) à Paris. Dernier ouvrage paru : l'Europe avec ou sans la Turquie, avec Deniz Akagül, éditions d'Organisation, Paris, 2005.

Quarante-neuf députés de l'UMP viennent d'adresser une lettre au président de la République pour exprimer leur « aversion » face à la candidature de la Turquie à l'Union européenne. Le mot est lâché : aversion. Il révèle en fait davantage sur nous-mêmes que sur nos destinataires.

La longue histoire des relations entre la CEE d'abord, l'Union européenne ensuite, ne saurait se résumer aux accords et aux traités qui sont assurément d'une grande importance si le droit international a un sens ; une approche normative ne saurait appréhender ces rapports. Il faut, pour comprendre ces relations singulières, se reporter à la rue, aux bistros, aux foyers, aux coulisses du Parlement européen et surtout des parlements nationaux de l'Union européenne. C'est souvent et surtout ces non-dits, ces réticences, ces rejets qui font que depuis maintenant plus de quarante ans, ceux qui veulent faire de l'Europe une entité cohérente ne parviennent pas à apporter une réponse au dossier turc, à définir une relation.

C'est en fait l'altérité, la pierre de touche de ces relations, qui demande à être gérée par les Européens. Le repli identitaire, les peurs, les fantasmes, et encore moins la xénophobie et le racisme, ne peuvent constituer des raisons légitimes pour rejeter la candidature d'un pays, d'une société, d'une culture qui ont beaucoup à apporter à l'UE. La France ne peut pas suivre des hommes politiques populistes et démagogues, comme Philippe de Villiers, qui parlent sans vergogne de « désislamiser » la France, au mépris de millions de Français d'origine musulmane ou de Marocains, d'Algériens, de Tunisiens, de Turcs qui apportent leur main-d'œuvre pour le développement de l'industrie française. Il est un peu triste de voir en ce moment une grande partie de sa classe politique, la seule parmi celles des Vingt-cinq, faire front commun non pas pour la bonne cause, mais avec l'arrière-pensée de faire des clins d'oeil à l'opinion publique avec l'Autriche et les Chypriotes grecs qui veulent bénéficier de leur statut de membre du club pour faire avancer leurs visées nationalistes.

Sur la question précise de Chypre, on peut voir une certaine sagesse dans la décision mi-figue, mi-raisin de la « contre-déclaration » des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne affirmant que « la reconnaissance de tous les Etats membres est une composante nécessaire du processus d'adhésion ». On peut l'espérer en effet, en attendant qu'il y ait dans l'île, un règlement satisfaisant pour les deux parties.

Mais en même temps, on ne peut pas comprendre l'imbroglio chypriote sans regarder en arrière, sans connaître ce qui s'est passé durant l'été 1974, avec le coup d'Etat contre l'archevêque-président Makarios, par un nervi d'extrême droite, encouragé par la junte des colonels exerçant alors le pouvoir à Athènes. On ne peut pas non plus avoir une analyse juste de la situation sans savoir le grand paradoxe des référendums de l'année dernière, autour du plan Kofi Annan, lorsqu'on s'attendait à ce que les Chypriotes turcs votent contre la réunification, les Chypriotes grecs pour, alors que c'est l'inverse qui a eu lieu.

On ne saurait tenir pour responsables de cette situation la Turquie, encore moins son gouvernement qui a encouragé le oui, ni Mehmet Ali Talat, président librement élu de la communauté chypriote-turque qui en a fait de même et que le gouvernement chypriote fait l'erreur de ne pas considérer comme un interlocuteur. Serait-il raisonnable d'acculer la Turquie à d'incessantes concessions, ici comme ailleurs,

sans lui fournir des contreparties, tout en entretenant l'incertitude de l'adhésion, voire de saisir la non-résolution de la question chypriote comme un alibi afin de repousser sa candidature ?

Au-delà des interférences artificielles et peu efficaces de l'Union européenne voire de l'ONU, au-delà des logiques étatiques et des intérêts de groupes qui se forment dans le Sud (qui reste une plaque tournante pour le blanchiment d'argent sale) comme dans le Nord, la question concerne en premier lieu les deux communautés de l'île, et sa capacité de dialogue et de rapprochement. Les jeunes n'ont pas connu la guerre et ne veulent pas la connaître. Il s'agit en l'occurrence d'encourager les deux communautés à poursuivre, voire à intensifier le dialogue.

Bien sûr qu'il y a des problèmes en Turquie. Bien sûr qu'en matière de démocratie (toujours et partout incomplète, comme nous l'a appris Jacques Derrida) et des droits de l'homme, il y a beaucoup à accomplir. Mais les Turcs ont enregistré des progrès considérables ces dernières années. La Turquie a plusieurs ancrages historiques, géographiques et culturels : les Balkans, le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale. Elle est incontestablement un acteur international, en tout cas régional de premier plan. Elle a aussi indéniablement un pied dans l'Europe ; le processus de son intégration dans l'Union européenne, déjà largement entamé, est irréversible. La réalisation complète et institutionnelle de cette intégration est une question de temps.

Prenons aussi le Moyen-Orient avec son interminable conflit israélo-arabe, la guerre et l'incertitude complète en Irak, une crise internationale qui se dessine pour les mois à venir autour de l'Iran, sans aller jusqu'en Afghanistan. Ce sont des conflits qui ont incontestablement des dimensions territoriale, économique, identitaire, qui préparent le terrain à la violence aveugle des organisations se réclamant de l'« islam », comme celle que nous connaissons toutes et tous.

Aux portes de ce Moyen-Orient, se trouve précisément la Turquie qui sait où elle va en matière de politique étrangère, qui se prépare aux négociations avec l'UE, en poursuivant un train de réformes courageuses, même s'il faut un deuxième élan et être vigilant pour que les réformes adoptées soient entièrement mises en pratique, et qui, dans les domaines de la laïcité et de la démocratie, a des atouts non négligeables, dans un environnement balbutiant en la matière.

Ce n'est pas pour rien que dans son dernier article (paru dans le journal néerlandais Financieele Dagblad), l'ancien président de la Banque centrale européenne Wim Duisenberg, récemment disparu, plaidait pour l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne afin de promouvoir la paix entre les cultures. « Je ne crains aucun affrontement militaire entre la Turquie et l'Union européenne, y relevait-il. Cependant un clash des cultures, toujours plus virulent, émerge en Europe, particulièrement en France, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas, entre l'islam et les traditions judéo-chrétiennes et humanitaires. » La Turquie ne devrait pas en faire les frais.